



**PRÉFET
DE LA SEINE-
MARITIME**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction régionale de l'environnement,
de l'aménagement et du logement
de Normandie**

Unité Départementale de Rouen-Dieppe

Équipe Territoriale

Arrêté préfectoral du 15 AVR. 2025 mettant en demeure la société **NORVAL à BERVILLE-SUR-SEINE** de se conformer aux prescriptions édictées en matière d'installations classées pour la protection de l'environnement

**Le Préfet de la région Normandie, Préfet de la Seine-Maritime,
Chevalier de la Légion d'honneur,
Officier de l'ordre national du Mérite**

- Vu le code de l'environnement et notamment ses articles L.171-6, L.171-7-I, L.171-8, L.172-1, L.511-1 et L.514-5 ;
- Vu le code des relations entre le public et l'administration ;
- Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et les départements ;
- Vu le décret du Président de la République en date du 11 janvier 2023 portant nomination de M. Jean-Benoît ALBERTINI, préfet de la région Normandie, préfet de la Seine-Maritime ;
- Vu l'arrêté préfectoral du 1^{er} juillet 2005 modifié autorisant et réglementant les activités exercées par la société NORVAL à BERVILLE-SUR-SEINE ;
- Vu l'arrêté préfectoral n° 25-007 du 17 janvier 2025 portant délégation de signature à M. Zoheir BOUAOUICHE, secrétaire général de la préfecture de la Seine-Maritime, sous-préfet de Rouen ;
- Vu le rapport de vérification périodique des installations électriques du 6 janvier 2025 et le certificat Q18 associé ;
- Vu la transmission du projet d'arrêté et du rapport de l'inspecteur de l'environnement suite à sa visite du 24 février 2025 sur le site situé Z.I. Le Bois de la Mare – 76480 BERVILLE-SUR-SEINE faite à l'exploitant par courriel du 26 mars 2025 conformément aux articles L.171-6 et L.514-5 du code de l'environnement ;
- Vu l'absence d'observations de la part de l'exploitant ;

CONSIDÉRANT

que la société NORVAL exploite régulièrement des installations de transit, de tri, de valorisation et de broyage de déchets d'équipement électriques et électroniques et métalliques et autres matières recyclables sur son site de BERVILLE-SUR-SEINE (76480) ;

qu'à ce titre, la société NORVAL est tenue de respecter les dispositions de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 1^{er} juillet 2005 modifié ;

que lors de sa visite du 24 février 2025 sur le site exploité par la société NORVAL, l'inspecteur de l'environnement a constaté des non-respects des dispositions de l'article 3.1.1 annexées à l'arrêté préfectoral d'autorisation du 1^{er} juillet 2005 modifié susvisé, et notamment :

- la persistance d'une fuite d'eaux résiduares dans la station d'épuration interne, l'exploitant n'ayant pas pris les mesures afin de prévenir tout déversement direct ou indirect dans le milieu naturel ;
- l'absence d'entretien des caniveaux alimentant les rétentions des 3 cuves de 15 m³ du process de tri des plastiques par flottaison et de la fosse équipée de 2 pompes auto-amorçantes en cas de déversement accidentel, l'exploitant ne mettant pas en œuvre les actions suffisantes en termes d'entretien afin d'éviter tout débordement dans le milieu naturel ;

que le non-respect de ces dispositions est de nature à aggraver les conséquences d'un éventuel écoulement ou déversement accidentel sur ce site ;

qu'en outre lors de sa visite du 24 février 2025 sur le site exploité par la société NORVAL, l'inspecteur de l'environnement a constaté des non-respects des dispositions des articles 4.6, 4.15 annexées à l'arrêté préfectoral d'autorisation modifié susvisé, et notamment :

- compte tenu du nombre et de la nature de certaines observations présentes dans le rapport de vérification des installations électriques, l'exploitant n'a pas pris toutes les dispositions pour prévenir les incidents et les accidents susceptibles de concerner les installations électriques ;
- le rapport de vérification des installations électriques conclut que les installations électriques peuvent entraîner un risque d'incendie ou d'explosion ;
- le plan d'actions correctives de l'exploitant du 3 mars 2025 fait état de 6 non-conformités levées sur les 15 relevées dans le rapport Q18 et permet pas de garantir l'efficacité et la fiabilité des installations électriques afin de prévenir les risques d'incendie ou d'explosion ;
- les mesures pour éviter toute accumulation de poussières dans l'atelier et les locaux annexes ne font pas l'objet d'une attention particulière de la part de l'exploitant afin de prévenir tout danger d'incendie et d'explosion ;

que le non-respect de ces dispositions (défauts électriques) est de nature à générer un incendie sur ce site ;

qu'enfin, lors de sa visite du 24 février 2025 sur le site exploité par la société NORVAL, l'inspecteur de l'environnement a constaté des non-respects des dispositions des articles 4.8 annexées à l'arrêté préfectoral d'autorisation modifié susvisé, et notamment :

- compte tenu du certificat de non-conformité du portique de détection de la radioactivité du 3 février 2025, l'exploitant ne peut pas garantir la fiabilité et l'efficacité de la détection de la radioactivité sur son site ;

que face à ces manquements, il convient de faire application des dispositions de l'article 171-8 du code de l'environnement en mettant en demeure la société NORVAL de respecter les dispositions des articles 3.1.1, 4.6, 4.8 et 4.15 annexées à son arrêté préfectoral d'autorisation du 1^{er} juillet 2005 modifié susvisé afin d'assurer la protection des intérêts visés à l'article L.511-1 du code de l'environnement ;

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture de la Seine-Maritime

ARRÊTE

Article 1^{er}

La société NORVAL (n°AIOT : 0005800310), dont le siège social est situé Z.I. Le Bois de la Mare 76480 BERVILLE-SUR-SEINE, est mise en demeure de respecter les dispositions des articles 3.1.1, 4.6, 4.8 et 4.15 annexées à l'arrêté préfectoral du 1^{er} juillet 2005 susvisé, dans les délais indiqués.

Ces prescriptions seront réputées respectées si l'exploitant :

Sous un délai d'un mois à compter de la notification du présent arrêté:

- procède à la réparation de la fuite sur le filtre de la station d'épuration ACTIBIO et au nettoyage des caniveaux et de la fosse équipée des 2 pompes auto-amorçantes dans le hangar n°3 ;
- procède au nettoyage de la poussière accumulée dans le hangar n°3 afin de prévenir tout danger d'incendie et d'explosion ;
- transmet à l'inspection la commande signée de remise en état du portique de détection de la radioactivité ;

Sous un délai de 3 mois à compter de la notification du présent arrêté :

- lève l'ensemble des 15 non-conformités relevées dans le rapport Q18 de vérification des installations électriques ;
- transmet à l'inspection des installations classées un compte rendu de contrôle périodique concluant que les installations électriques ne peuvent pas entraîner des risques d'incendie ou d'explosion ;
- met en place et transmet à l'inspection un plan d'actions correctives pour lever l'ensemble des 137 observations mises en évidence dans le compte rendu de vérification périodique des installations électriques du 2 septembre 2024 en définissant une cinétique de résolution adaptée à chaque observation selon son niveau de gravité ;
- transmet à l'inspection le certificat de conformité du portique effectué par un organisme agréé.

Article 2

Dans le cas où l'une des obligations prévues à l'article 1^{er} ne serait pas satisfaite dans les délais prévus aux mêmes articles et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, il peut être pris à l'encontre de l'exploitant les sanctions prévues par les dispositions l'article L.171-7-II du code de l'environnement.

Article 3

Conformément à l'article L.171-11 du code de l'environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle peut être déférée au tribunal administratif de ROUEN.

Le délai de recours est de deux mois pour l'exploitant à compter du jour où la présente décision lui a été notifiée et de deux mois pour les tiers à compter de la date de publication (article R.421-1 du code de justice administrative).

Conformément aux dispositions de l'article R. 414-2 du code de la justice administrative, les personnes de droit privé autres que celles chargées de la gestion permanente d'un service public non représentées par un avocat, peuvent adresser leur requête à la juridiction par voie électronique au moyen d'un téléservice accessible par le site www.telerecours.fr. Ces personnes ne peuvent régulièrement saisir la juridiction par voie électronique que par l'usage de ce téléservice.

Article 4

Conformément aux dispositions de l'article R.171-1 du code de l'environnement, le présent arrêté est publié sur le site internet de la préfecture de la Seine-Maritime pendant une durée minimale de deux mois.

Article 5

Un extrait de cet arrêté est affiché à la mairie de BERVILLE-SUR-SEINE pendant une durée minimum d'un mois.

Article 6

Le secrétaire général de la préfecture de la Seine-Maritime, le maire de la commune BERVILLE-SUR-SEINE, la directrice régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Normandie, le directeur départemental des services d'incendie et de secours de la Seine-Maritime, ainsi que tous les agents habilités des services précités sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Le présent arrêté est notifié à la société NORVAL.

Fait à ROUEN, le **15 AVR. 2025**

Le préfet,

Pour le préfet et par délégation,
la secrétaire générale adjointe



Hélène HESS